



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MILOUD KHALDI

LIEU DIT LA PALU
ENTREPOTS J C ITEY
33240 Cubzac-Les-Ponts

Références : 2025-922
Code AIOT : 0100292518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement MILOUD KHALDI implanté LIEU DIT LA PALU ENTREPOTS J C ITEY 33240 CUBZAC-LES-PONTS. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MILOUD KHALDI
- LIEU DIT LA PALU ENTREPOTS J C ITEY 33240 CUBZAC-LES-PONTS
- Code AIOT : 0100292518
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MILOUD KHALDI (81985189000015) exploite un garage d'entretien et de réparation automobile sous l'enseigne commerciale KM AUTO au sein de la zone industrielle de la commune de Cubzac-les-Ponts.

Ce site ne relève pas de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a été menée dans le but de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juillet 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement APMED du 09/07/2025	AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu favorablement aux injections de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juillet 2025, en débarrassant la partie de parcelle qu'il exploite des véhicules hors d'usage qu'il avait entreposés.

Il est donc proposé d'acter les actions réalisées et de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement APMED du 09/07/2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2025, article 1
Thème(s) : Illégaux, VHU, récolement APMED
Prescription contrôlée : Article 1 - Régularisation de situation administrative La société MILOUD KHALDI, exploitant une installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage (nom commercial KM AUTO) située lieu-dit La Palu sur la commune de Cubzac-les-Ponts (33 240), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- En déposant un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées conformément aux dispositions des articles R. 512-46-3 à R.512-46-7 du code de l'environnement, ainsi qu'une demande de contrat avec un **éco-organisme agréé ou, le cas échéant, avec au moins un système individuel agréé mis en place par les producteurs de véhicules en application de l'article R.543-155-1 du code de l'environnement** ;
- En cessant l'exploitation de ses activités irrégulières et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les **trois mois** et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures définies par les dispositions des articles R. 512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et de contractualisation avec un éco-organisme ou au moins un système individuel, ces éléments doivent être déposés dans un délai de **trois mois** et, dans le cas d'une demande de compléments, l'ensemble des pièces nécessaires à sa régularité sont fournies dans un délai de 3 mois après la demande unique.
- L'exploitant fournit dans le mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée.

Constats :

Sur site, M. MILOUD KHALDI est absent mais joint par téléphone. Il autorise les inspecteurs de l'environnement à procéder à une visite du site afin de constater les actions mises en place suite à la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juillet 2025. Le fils et la compagne de M. MILOUD KHALDI, présents sur site nous laissent mener cette visite.

Il est constaté l'absence de véhicules hors d'usage (VHU) à l'avant et à l'arrière du local (garage) utilisé par l'exploitant.

Sur le reste de la parcelle, des VHU sont encore entreposés. L'exploitant indique que ces VHU ne sont pas le fruit de son activité, mais bien de celle des locataires d'autres parties du bâtiment. Certains locataires possiblement propriétaires de ces VHU n'exerceraient plus sur le site.

L'exploitant ayant fait évacuer les VHU relevant de son périmètre, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juillet 2025 peuvent être levées. De même, la non-conformité du précédent rapport de la visite d'inspection du 15 mai 2025 est levée.

La gestion des VHU restants sur le reste de la parcelle fait l'objet d'un rapport d'inspection distinct, adressé à la société SCI SIGNAT, propriétaire de la parcelle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure